

L'ECHO du CSEE du 20 janvier 2026

La CGT Afpa Nouvelle Aquitaine vous souhaite une
Belle et heureuse année à toutes et tous

La séance a été présidée par le DRH et le DR



Approbation des PV CSEE

Le PV du 16 septembre 2025 est reporté pour ajout d'informations

Le PV du 17 décembre 2025. Est reporté au prochain CSEE



Informations du Président

Baisse des commandes du Conseil Régional liée aux PRF & HSP avec des effets immédiats sur toute l'année 2026 :

- Baisse de 10% du HSP en plus de la perte de la tranche optionnelle (-11 M€)
- Baisse de 20 à 25% du PRF

Tout au long du mois de mars 2026, des réunions de pilotage HSP vont se dérouler avec les partenaires

La campagne des entretiens annuels a débuté jusqu'à fin mars 2026

Le Bâtiment incendié de Bayonne a totalement été détruit et les formations relocalisées, la reconstruction est en discussion.

Chiffre du jour : 3 039 stagiaires à mi-janvier, les commandes PRF toujours en baisse

Activité Restauration en NA

Information en vue d'une consultation sur le projet relatif à l'activité restauration au sein de la région Nouvelle Aquitaine

Les élus CGT et FO refusent de traiter cette question car une expertise demandée par les élus du national est en cours. Ces élus alertent qu'à partir du moment où le point est ouvert en séance la consultation commence... La Direction avec l'approbation de la CFE et de la CFDT décide d'ouvrir le point, dont acte... Le processus est en marche et on nous présente la fermeture de 34 restaurations en France dont 3(Agen, Limoges Babylone et Pessac) en Nouvelle Aquitaine à l'horizon mars 2026.

La CGT demande Pourquoi le choix de fermer les restaurations d'Agen, Limoges Babylone et Pessac en premier en 2026 ? La Direction nous dit qu'il fallait faire un choix. Pour Agen l'organisation était déjà faite puisque la restauration est fermée depuis plusieurs mois pour travaux et que le système de substitution est déjà mis en place et fonctionne bien...

Pour les salariés, ils auront des cartes de tickets restaurant dématérialisées avec une valeur faciale de 7€. **On nous affiche 7€ alors que la valeur faciale relève de la NAO, pas encore fait à ce jour !**

Pour les réunions internes sectorielle ou restauration de jury, il est prévu des plateaux repas fournis par un marché local

Pour les stagiaires dont les repas sont subventionnés (Déclic, Prépa-Compétences et Promo 16-18 et subventionnés HSP) auront des tickets restaurants.

Pour les stagiaires hors dispositifs nationaux ou tout autre public ainsi que les salariés pourront avoir accès à une salle de convivialité :

Cette salle de convivialité :

Sera mise en place dans tous les centres pour remplacer les restaurants actuels sachant que les travaux pourront durer 8 à 10 mois maximum dans le cas d'une création de salle.

Sera équipée d'1 frigo pour 15 salariés, 1 micro-ondes pour 10 salariés ainsi qu'1 fontaine à eau pour 10 salariés.

La CGT remet en cause cette organisation, en effet lorsqu'il va falloir partager une même salle de convivialité entre salariés et stagiaires, on risque d'être 60 ou 80 personnes pour l'utilisation de 2 micro-ondes... ça va créer des tensions ! et qui va nettoyer les frigos (uniquement pour le personnel), les tables, les micro-ondes etc...

Ces impacts seront fortement différenciés selon les centres. Dans plusieurs centres AFPA, notamment en zones excentrées, l'offre de restauration de proximité est inexistante ou inaccessible dans un temps compatible avec la pause méridienne.

L'absence de restaurants, de boulangeries ou de commerces alimentaires à proximité contraindra les salariés et les stagiaires à anticiper systématiquement leurs repas ou à recourir à des solutions dégradées. Aucune analyse territorialisée n'a été produite pour objectiver ces situations.

Le projet risque d'affecter directement l'organisation du travail. La pause méridienne est généralement limitée à une heure. Dans ces conditions, un déplacement extérieur qui pourrait aller jusqu'à 15 ou 20 minutes à l'aller, puis au retour, réduirait fortement le temps réel consacré au repas et au repos. Il réduirait également les temps de convivialité souvent utiles à la cohésion du groupe. Cette contrainte transformerait la pause méridienne en une charge logistique, avec des effets prévisibles sur la fatigue, le stress...

Le recours à des salles de convivialité ne constitue pas une alternative équivalente à une restauration collective. Au-delà des conditions matérielles, leur mise en place implique nécessairement une gestion quotidienne des usages, des règles de vie collective et des questions d'hygiène. Cette gestion risque de reposer sur les équipes sans que cette charge supplémentaire ne soit identifiée, reconnue ou compensée.

Enfin, pour les équipes intervenant auprès des publics les plus fragiles, l'absence de restauration collective risque d'accroître les difficultés sociales des stagiaires, avec des conséquences directes sur le travail d'accompagnement, la gestion des situations individuelles et le maintien dans les parcours de formation.

Les élus du CSE Nouvelle Aquitaine ont considéré qu'il s'agit d'un projet important et de nature à entraîner des conséquences significatives sur les conditions de travail, la charge de travail, l'organisation des services, ainsi que sur la santé physique et mentale des salariés concernés, tant directement qu'indirectement. En application des articles L2315-94 et L2315-96 du Code du travail, le CSEE a décidé de recourir à une expertise portant sur les conditions de travail dans le cadre de la procédure d'information-consultation relative à ce projet.

Une motion de recours à l'expertise mise aux votes de 13 votants : 11 pour et 2 Abstentions

Motion au CSEE du 20 janvier 2026

Le CSEE demande une expertise en Région Nouvelle Aquitaine sur les impacts de la fermeture des restaurants sur les conditions de travail ; la santé physique et mentale des salariés



Actions

Point d'avancée des actions QVT :

Un total d'un peu plus de 35 000 € engagés en Nouvelle Aquitaine

Centre	Montant	Prestations
Angoulême	518,00 €	30 gourdes aluminium floquée AFPA (démarche RSE)
Angoulême	1 000,00 €	30 massages environ 1000€ (devis à venir)
Bayonne	573,00 €	Micro-onde, réfrigérateur, bouilloire
Bordeaux	500,00 €	Séance de relaxation japonaise – Prise de conscience du lâcher prise du corps
Brive	1 250,00 €	25 consultations ostéopathiques
Brive	2 000,00 €	Yoga du rire
Châtelleraut	2 395,00 €	Doudounes sans manches brodées AFPA - Doudounes chauffantes sans manches - Doudounes chauffantes avec manches - Repose pieds - Support/Réhausseur PC - Souris ergonomique
Eglistons	2 540,16 €	Mobilier de bureau et d'accueil : 10 sièges réglables
Guéret	355,50 €	10 lampes de bureau led
Guéret	1 641,00 €	25 doudounes logotées AFPA
Limoges	1 580,00 €	Accessoires informatiques
Limoges	1 890,00 €	10 Sièges Bloon
Limoges	972,00 €	10 Massages-assis
Limoges	1 800,00 €	10 Séances de Yoga
Limoges	264,00 €	10 Séances Antalgym
Limoges	3 400,00 €	Luminaire étanche LED
Mont de Marsan	2 000 €	Massages Amma assis
Niort	445,10 €	12 ventilateurs sur pied
Niort	987,54 €	5 supports d'ordinateurs, 15 repose-pieds, 5 kits 5en1 souris sans fils hub et casque et 5 souris sans fils
Niort	74,96 €	4 ballons Gymball
Niort	2 155,20 €	Blouson matelassé Kapad gris/noir
Pau	1 680 €	Massages Amma assis
Pau Bayonne MDM	1 341,60 €	20 doudounes logotées AFPA
Rochefort	3 096,00 €	Blouson matelassé Kapad gris/noir
Rochefort	698,00 €	Poubelles Tulipe 60 L
Rochefort	253,84 €	Sacs à roulettes PC
Rochefort	255,02 €	Accessoires informatiques

La CGT souhaite que tous les salariés soient contactés pour connaître leurs desideratas...



Info-Consultation inaptitude médicale

Information-Consultation pour 2 salariés: inaptitude médicale

1^{er} dossier : La CGT s'abstient, la CFDT et CGC CFE pour et FO contre

2^{ème} dossier : La CGT et FO s'abstiennent, la CFDT et CGC CFE pour



Investissements de la région

Investissements acceptés, refusés en 2025 et toujours engagés en 2026.

INVESTISSEMENTS au 08/12/2025

	Budget	Réalisé	Disponible
MATERIEL	543 789 €	246 461 €	203 216 €
TRAVAUX	2 076 541 €	34 812 €	1 858 975 €



Gestion des absences

Tableau des absences pour maladie en heure/jour et en face le remplacement ou non en heure/jour par centre par catégorie de salarié.

La CGT fait remarquer que le document fourni par la direction reprend les chiffres de 2023, donc report de ce point au prochain CSEE.



Moyens donnés aux Référents VAE & jurys

Dans cette période de recherche de financement, quels sont les moyens donnés aux référents VAE et/ou Jurys d'accomplir réellement leurs missions pour arriver à obtenir du financement MNSP ?

Référents Jury

Au niveau régional, le Chargé de certification régional anime et accompagne les référents jury :

- ✓ Intégration sur la mission avec 2 à 3 rdv de 2h selon la prise en charge partielle ou totale du périmètre (Sourcing/IHJ/PJ).
- ✓ Mise à jour d'une équipe Teams dédiée pour les ressources et le suivi ainsi que le parcours de professionnalisation des jurys à utiliser qui est sur Métis.
- ✓ Animation trimestrielle du collectif en visio de 2h

Référents VAE

Animation et pilotage :

- ✓ Au niveau national, un Café VAE est animé 1 semaine sur 2 afin de tenir les AAP informés des nouveautés.
- ✓ Au niveau régional, 1 réunion hebdomadaire est mise en place pour le suivi des dossiers et il est prévu d'espacer la fréquence, compte tenu de la stabilisation progressive du dispositif. Ces temps d'échange permettent aux AAP de partager les actualités et leur mise en œuvre, tout en offrant aux nouveaux référents l'appui de référents plus expérimentés sur le volet technique.
- ✓ Tout nouveau référent est inscrit sur la formation obligatoire animée par le national. 3 salariées de NA sont inscrites à la session du 17/11. Un accompagnement à la prise en main du dossier est assuré par la coordinatrice VAE en région.
- ✓ Afin de permettre aux RAP, en responsabilité hiérarchique du dossier VAE, de bien maîtriser cette prestation, une présentation du dispositif a été réalisée lors de la réunion RAP de septembre. Ceci leur permet d'être attentifs aux spécificités du dispositif, tant sur l'instruction des dossiers et la temporalité que sur sa valorisation.
- ✓ Dans un souci d'amélioration continue, nous avons réduit et simplifié les outils de pilotage et avons également fait évoluer et réorganisé le SharePoint régional afin d'en faciliter l'usage.

La majorité des référents assure la mission de jury et/ou VAE en complément de leur fonction sur d'autres activités (Programme nationaux, Accompagnement, formation qualifiante).

Y a-t-il des référents par centre ? Le DRH va se renseigner...

La CGT déplore la surcharge de travail accumulée par nos collègues.



Le déploiement de Microsoft 11

Point de situation de la migration vers Microsoft 11 : quels sont les problèmes rencontrés ? Quelle est la date prévue de la fin du déploiement ?

Le déploiement va se dérouler après l'envoi d'une communication générale indiquant le planning et les changements d'interfaces induits pour les utilisateurs,

- Le déploiement va se dérouler par lots, avec une communication préalable à chaque utilisateur du dit lot, pour les informer du déroulement (durée de l'opération sur le poste, conséquences directes comme un redémarrage à prévoir, etc...).
- Pas de planning validé au moment où le RES nous répond.



Taxe d'apprentissage 2026

Dons de matières d'œuvre au CFA Afpa par les entreprises : quelles modalités de mise en œuvre ? quel process ? Quel argumentaire de vente pour les commerciaux sur ce sujet ?

Ce point avait été abordée le mois dernier en question diverse et le DRH devait revenir dessus pour complément d'informations... Une communication de l'Afpa est faite à destination des entreprises et le CSEE demande que cette communication soit également faite à destination des salariés. Le DR est en accord.



Affichages et signalétique obligatoires

Suivi du plan d'action par centre sur les affichages et signalétiques qui doivent être faits conformément à la réglementation, y compris sites détachés. Uniformisation des espaces d'affichages.

La liste des affichages obligatoires a été communiquée et une vérification de l'ensemble des panneaux d'affichages a été réalisée dans tous les centres :

- | | |
|-----------------------|---------------------------------|
| . Brive/Egletons : OK | . Châtelleraut /Le Vigeant : OK |
| . Périgueux/Agen : OK | . Rochefort /Niort : OK |
| . Angoulême : OK | . CUG : actions en cours |
| . Sud Aquitaine : OK | . Guéret : OK |
| . Limoges : OK | |

Pour la CUG cela fait 3 ans que l'on attend...



Chauffage

Etat des lieux et fonctionnalité du chauffage des centres à la reprise de janvier. Des travaux restent-ils à effectuer sur les chaufferies ? Si oui, où ?

Rochefort : panne importante survenue pendant la période de congés de Noël sur la chaufferie qui alimente la totalité du centre. Les réparations sont en cours depuis le 5 janvier, mais ont été fortement retardées du fait des conditions climatiques. Nous avons demandé à notre prestataire SPIE de mettre tout en œuvre pour ce chantier prioritaire.

Caudéran : changement du brûleur de la chaudière du bâtiment 3 prévu semaine 3.

Châtelleraut : une seule chaudière est en état de fonctionnement (pas de relais possible en cas de panne). Nous travaillons à l'adaptation du brûleur neuf récupéré à Rochefort et ainsi équiper une 2ème chaudière qui serait alors installée en redondance.

Niort : un devis en attente pour le changement de brûleur (qui ne se fabrique plus). Là aussi nous travaillons à l'adaptation d'un brûleur que nous avons récupéré sur une chaudière pour sécuriser le chauffage sur ce site.

St-Pantaléon de Larche : à ce jour, les réparation d'Atalian-MTO, ancien prestataire de chauffage, qui ont été réalisées en fin 2025 n'ont pas fonctionnées (remplacement des cartes mères Mitsubishi). Le centre a fait installer un système de chauffage mobile par soufflerie, il devrait être opérationnel à partir du 12 janvier.



Fongibilité des formations

Avons-nous un retour des demandes effectuées auprès du Conseil Régional sur la fongibilité des formations non réalisées ?

Il y a eu des actions de formation qui n'ont pas pu être sélectionnées en 2025 et il y a eu des actions supplémentaires et aussi des parcours supplémentaires... Donc il y a eu globalement fongibilité en 2025.

La CGT aimerait des détails plutôt que « globalement »



JPO du vendredi 05 décembre : quelle fréquentation sur chaque centre, comparée aux JPO du jeudi ? les JPO du vendredi sont-elles rentables ?

Fréquentation par centre à la JPO de décembre 2025

Etablissement	Visiteurs
Centre d'Agen Foulayronnes	12
Centre d'Angoulême La Braconne	27
Centre de Bayonne	11
Centre de Bordeaux Bègles	40
Centre de Bordeaux Caudéran	31
Centre de Bordeaux Pessac	26
Centre de Brive la Gaillarde	37
Centre de Châtelleraut	43
Centre de Guéret	13
Centre de Limoges Babylone	19
Centre de Limoges Romanet	22
Centre de Niort	43
Centre de Pau	55
Centre de Périgueux Boulazac	36
Centre de Rochefort	22
Centre du Vigeant	1
Total général	438

Sur les 438 visites, 325 projets saisis soit 74,2 % de taux de transformation

À titre de comparaison ? La JPO nationale du 16/09/25 : 68,3 % de transformation

Selon le DR la JPO du vendredi est plus rentable que celle du jeudi, pour 3 raisons :

- Aucun coût de communication (campagne 100 % organique)
- Meilleure qualité des projets (taux de transformation +6 pts vs JPO nationale)
- Organisation : accueil sur ½ journée, mobilisation ciblée des équipes

La CGT est sceptique quant aux visiteurs reçu les jeudis qui sont beaucoup plus nombreux que le vendredi !



DUERP & PAPRACT 2026

Quand les documents seront-ils transmis aux élus pour rédaction des avis par centre ?

Au regard des éléments demandés la Direction n'a besoin que d'un avis global pour la Région.

La CGT regrette qu'il n'y ait pas de focus centre par centre et que certains centres manquent de RGS depuis un certain temps...

Présentation de « Parlons Travail »

Quel est le nouveau projet de remplacement en cours d'étude et quand pourrait-il être présenté aux élus ?

Pas de présentation en détail aujourd'hui, il s'agira la mise en place d'un baromètre social dans le 1^{er} trimestre 2026

Avis de la CSSCTE

Avis du CSEE sur le bilan Santé Sécurité et Conditions de Travail 2024

Les chiffres communiqués sur ce bilan sont uniquement ceux de l'année 2024. Aucune analyse par comparaison des autres exercices ne peut être construite.

A contrario, le bilan social 2024 reprenait des éléments depuis 2022 : or de nombreuses informations sont concomitantes.

Des chiffres clefs sur le bilan SSCT 2024, comme par exemple, le nombre de journée d'absence, sont inexpliqués, voir inexplicables.

Autre exemple : les accidents de travail, les éléments ne permettent pas de mesurer la situation des salariés.

Les élus découvrent que tous les accidents du travail ne sont pas déclarés à la CPAM : ils s'interrogent donc sur les critères de décision. Pas de réponse en séance.

En 2023, le bilan Santé Sécurité et Conditions de Travail était établi par centre : aujourd'hui, il est Régional, donc complété pour 17 centres.

Le bilan ne reprend aucun fait saillant sur l'année 2024 sur 50% des centres de la Région. FINA n'est un sujet pour aucun centre.

Le nombre d'enquêtes menées par la CSSCTE indiqué est inexact, confère les comptes rendus 2024 de la commission.

Ce bilan met en évidence que le CSEE Nouvelle Aquitaine n'est jamais consulté sur les décisions d'aménagement.

Après analyse des documents par les membres de la CSSCTE, avec le DRH et le RES lors de la réunion de la commission du 24 novembre, l'avis partagé avec l'ensemble des élus du CSEE est donc négatif.

Réorganisation Régionale

Présentation du plan de réorganisation régionale au regard de la réorganisation nationale

Le DR répond que c'est trop tôt, il y aura une présentation nationale et la déclinaison en région en découlera aussitôt

La CGT regrette de ne pas avoir plus d'informations et s'inquiète de ce silence radio...



Enquête de satisfaction 2025

Les résultats par centre au 3^{ème} trimestre 2025

	FINAL		
Centre d'Agen Foulayronnes (47010)	6,5	57%	141
Centre d'Angoulême La Braconne (16010)	7,5	71%	121
Centre de Bayonne (64010)	7,9	86%	240
Centre de Bordeaux Bègles (33011)	6,5	59%	111
Centre de Bordeaux Caudéran (33010)	7,6	80%	103
Centre de Bordeaux Pessac (33013)	6,7	58%	31
Centre de Brive la Gaillarde (19011)	7,2	72%	165
Centre de Châtelleraut (86010)	7,4	78%	245
Centre de Guéret (23010)	8,2	86%	159
Centre de Limoges Babylone (87013)	8,3	85%	136
Centre de Limoges Romanet (87011)	7,9	85%	330
Centre de Mont de Marsan (40010)	7,8	81%	113
Centre de Niort (79010)	7,0	67%	245
Centre de Pau (64011)	7,6	80%	205
Centre de Périgueux Boulazac (24010)	7,7	81%	269
Centre de Rochefort (17010)	7,1	67%	209
Centre d'Egletons (19010)	6,6	52%	77
Centre du Vigean (86012)	7,5	79%	58

- Très satisfait 9 et 10
- Satisfait 7 et 8
- Insatisfait 5 et 6
- Très insatisfait 1, 2, 3 et 4

Le 4^{ème} trimestre 2025 sera présenté en mars 2026 mais il serait intéressant d'avoir un graphique par centre avec les 4 trimestres.

A la question, qui fait

Audit Transition Pro

Les contrôles qualité opérés par Transition Pro ont pour double objectif de s'assurer de la qualité des actions de formation professionnelle qu'ils financent et contribuer à l'amélioration de la qualité des actions qui entrent dans le champ de la formation professionnelle et susceptibles d'être financées dans le cadre du Projet de Transition Professionnelle (PTP).

Les audits concernent tout OF accueillant des stagiaires financés par Transition Pro. S'agissant de l'Afpa NA, un calendrier a été établi en concertation avec Transition pro. Le 1^{er} audit s'est déroulé sur le centre de Pessac le 6/11/2025. Il a donné lieu à un rapport d'audit mettant en avant 3 pistes de progrès qui ont généré l'élaboration et l'envoi d'un plan d'actions par le centre (ci-après).

Piste de progrès identifiée	Plan d'action proposé par l'organisme	Délai de mise en œuvre
Renforcer les bilans de positionnement pour justifier des propositions de parcours par l'envoi des RAP et des ECAP	Dans le cadre du plan d'action, l'envoi des résultats des tests est intégré à la phase d'instruction du dossier PTP via l'extranet Cette procédure sera également appliquée à l'ECAP dès que celui-ci aura été réalisé.	Immédiate
Mettre en place une procédure systématique en cas d'absence de formateur et la transmettre au service qualité de Transitions Pro NA	Le responsable de formation est chargé de la mise en œuvre d'un dispositif de mobilité interne entre les formateurs En cas de besoin, le service itinérant de l'AFPA et/ou un recrutement externe seront mobilisés Un message d'information sera systématiquement adressé au service qualité de Transitions Pro, le plus en amont possible des situations rencontrées, par une assistante de formation de l'AFPA.	Immédiate
Améliorer la qualité des équipements, du matériel, et des supports pédagogiques mis à disposition pour le site de Pessac	Un contrôle important des postes informatiques est réalisé par le responsable informatique régional dans un objectif de conformité et de qualité de la formation. Le réseau Wi-Fi fait l'objet d'actions d'amélioration Une coordination avec le service ingénierie de l'AFPA est mise en place afin d'optimiser la mise à jour de la plateforme pédagogique METIS	1 ^{er} semestre 2026

Les audits vont se poursuivre au fil de 2026 dans les centres Afpa de la région. Les dates actées à ce jour sont les suivantes : - Afpa Bègles le 20/01, Afpa Caudéran le 29/01, Afpa Brive le 25/02, Afpa Agen le 12/03 et Afpa Périgueux le 24/03.

Sites détachés délocalisés fermés

Quels sites détachés ont fermé sans information du CSEE en 2025 ? Point sur les baux en cours avec dates de début et dates de fin et leur reconduction en 2026

Code CR	AFPA	Adresse location	Code Postal	Ville Location	Bailleur	Date début	Date Fin
33000	BORDEAUX	60 BD GRAND CERF	86000	POITIERS	B'CoWorker	01/01/2026	31/12/2026
33011	BEGLES	949 RUE DU PARC DES EXPOSITIONS	33260	LA TESTE DE BUCH	SCI IMMO BUREAUX	09/09/2024	31/12/2026
33011	PESSAC	10 place du Maréchal Foch	33340	LESPARRE	Communauté de Communes du Médoc Cœur de Presqu'île	05/01/2026	17/04/2026
33011	PESSAC	3 RUE HAROUN TAZIEFF	33150	CENON	SAS France Marketing Packaging	15/09/2025	30/04/2026
33013	PESSAC	15 RUE JEAN PERRIN	33600	PESSAC	PERRIN D'ARSONVAL	01/01/2018	31/12/2027
64011	PAU	234 Bd de la Paie	64000	PAU	SECURITEST	01/01/2026	31/12/2026
40010	MONT DE MARSAN	7ter Boulevard Ferdinand de Candau (maison) + 9 Boulevard Ferdinand de Candau (RdC bâtiment)	40000	MONT DE MARSAN	SCI LA TANNERIE	03/04/2023	02/04/2026
19011	ST PANTALEON (Brive)	1 rue de l'Aumeuil	19600	ST PANTALEON	SCI MOZART	01/01/2026	31/12/2027
17010	ROCHEFORT	Bâtiment n° 15 Site des 4 Chevaliers	17180	PERIGNY	DEPARTEMENT CHARENTE MARITIME	01/04/2018	31/03/2026
79010	NIORT	2 rue d'Abrantes	79200	PARTHENAY	CMA PARTHENAY	7/07/2025	21/03/2026
79010	NIORT	2 rue d'Abrantes	79200	PARTHENAY	CMA PARTHENAY	25 08 2025	20/03/2026
16010	MORNAC	387, Avenue Jean Jaurès	16600	RUELLE SUR TOUVRE	LOGELIA Charente Office Public de l'Habitat de la Charente	01/03/2022	18/02/2026

Certains sites ont été déplacés comme Ruelle qui accueillait Prépa-Compétences et qui a été rapatrié à Mornac car le bail arrivait à son terme.

Pour Périgny, le DR préfère conserver le site et augmenter la rentabilité en mettant plus d'activité en la diversifiant. A suivre...

« Reconduction de bail là où il y aura de l'activité sinon on ne continuera pas à payer une location pour rien » dit le DR.



Questions diverses



1. En juin vous nous avez dit que vous nous enverrez le programme des formateurs qui allaient basculer vers l'accompagnement

Le DRH doit nous le faire parvenir

2. Un formateur qui se déplace faire des essais pros, comment est-il couvert ?

C'est sa Responsabilité civile

3. Si un salarié prend sa voiture pour faire une démarche professionnelle qui a un accident, qui prend en charge la couverture ?

S'il y a des situations comme celles-là, il faut que le DRH soit mis au courant.

4. La direction de Périgueux et Agen, il n'y a pas d'offre parue ?

Il va y en avoir une car l'objectif c'est bien de trouver quelqu'un pour ces 2 centres.

5. Est-ce que les travaux PMR (Personne à Mobilité Réduite) ont débuté ?

Oui ils ont commencé

6. La Salle QVT d'Agen sera-t-elle remise ?

Oui les discussions avec la Direction sont en cours

Rendez-vous CSEE
Le 17 février 2026



Cette année, c'est décidé ...



...Je lutte avec la CGT !



Vos élu(e)s CGT au CSEE Titulaires :

Véronique JOUFFRILLON, Alban LEROUSSEAUD, Benoît OSSUL

Vos élu(e)s CGT au CSEE Suppléants :

Marion LESUEUR, Amandine KHALDI, Nathalie BRENAC

Représentante Syndicale CGT :

Nathalie ABDALLAH



Vos Délégués Syndicaux Régionaux
CGT Nouvelle Aquitaine



Véronique JOUFFRILLON



Nathalie ABDALLAH



Benoît OSSUL



Alban LEROUSSEAUD



Vous savez SUR QUI COMPTER !

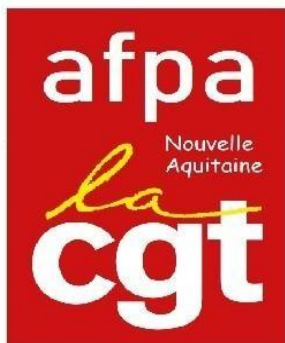
REJOIGNEZ-NOUS CGTAFPANA@gmail.com

Véronique JOUFFRILLON en Poitou-Charentes au 06 33 75 80 00

Alban LEROUSSEAUD pour le Sud Aquitain au 06 60 75 17 06

Benoît OSSUL & Nathalie ABDALLAH pour l'Aquitaine et le Limousin

au 06 45 43 51 15



Bulletin d'adhésion

Syndicat Nouvelle Aquitaine du Personnel de l'AFPA

CGT AFPA
57 avenue Bernadotte
17300 ROCHEFORT

Je soussigné(e) ☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle adhère à la C.G.T.
(nom et prénom)

Né(e) le/...../.....

Adresse

.....

.....

.....

Téléphone/...../...../...../.....

Portable/...../...../...../.....

Mél

Etablissement :

Date d'adhésion/...../.....

Salaire mensuel net : €

Cotisation : 1% du salaire net €

Le prélèvement automatique de la cotisation est effectué tous les mois. Je joins un relevé d'identité bancaire ou postal.

Signature de l'adhérent :

✍

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si la situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par l'organisme créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Etablissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend avec l'organisme créancier.

N° NATIONAL EMETTEUR

NOM, PRÉNOM ET ADRESSE DU TITULAIRE

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom, Prénom

Adresse

Code postal Ville

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

Etabliss^t Guichet N° de compte Clé RIB

.....

NOM ET ADRESSE DU RECOUVREUR

CCM NIORT
11 RUE ERNEST PEROCHON
BP 183
79006 NIORT CEDEX

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER

Nom

Adresse

Code postal Ville

Date/...../.....

Signature de l'adhérent

JOINDRE OBLIGATOIREMENT un RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE ou POSTAL